

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**



**BUDGET 2021**



***RAPPORT DE  
PRESENTATION DU  
PROJET DE BUDGET  
2021***

Le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu le 23 novembre 2020, a rappelé le contexte dans lequel la Ville devait se projeter en 2021 pour s'adapter à la crise découlant de la pandémie de la covid-19 et pour atténuer l'impact de la mise en œuvre de la réforme fiscale locale sur les finances de la collectivité.

Aussi, pour faire à cette double contrainte, le projet de budget 2021 a été revu à la baisse malgré la mise en place par l'Etat d'un plan de relance (PAP2A) avec comme objectif une croissance du Produit intérieur brut (Pib) de l'ordre de 5,2 % en 2021 et la volonté exprimée de revoir les modalités de répartition de la contribution économique locale.

L'élaboration du projet de budget 2021 a été ainsi faite avec prudence en se fondant sur les orientations générales relatives à l'optimisation des recettes surtout fiscales, la rationalisation des crédits de fonctionnement et l'augmentation des ressources destinées à l'investissement.

En cohérence avec ces orientations générales, les mesures prises pour accroître les ressources surtout celles d'investissement relatives aux allocations du Programme d'Appui aux communes et agglomérations du Sénégal (PACASEN), mettent l'accent sur le respect des conditions minimales obligatoires (CMO) et l'atteinte des indicateurs de performance (IDP).

Une attention particulière a été ainsi accordée aux IDP relatifs à la gestion financière et à la durabilité du système des investissements. Parmi ces IDP, on peut citer :

- La mise en place d'une commission de la fiscalité locale opérationnelle : Elle a pour objectif principal l'élargissement de

l'assiette des impôts fonciers et particulièrement la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et le foncier bâti ;

- La capacité d'autofinancement : Cet indicateur mesure le pourcentage des recettes propres que la collectivité territoriale consacre au financement de la section d'investissement. Elle permet de mesurer l'effort d'investissement de la commune qui doit au moins dépasser **15 %** des dépenses de fonctionnement;
- Le taux d'exécution du budget d'investissement : cet indicateur a pour but de régler le problème de la sincérité budgétaire qui proscrit les prévisions de recettes ou de dépenses erronées exposant la collectivité territoriale à des difficultés financières certaines. Pour obtenir le maximum de points, le taux d'exécution du budget d'investissement doit se situer au-delà de **75 %** ;
- Le poids de la masse salariale par rapport aux dépenses de fonctionnement : le maximum de point est également accordé si le taux est inférieur à **40 %** ;
- Le niveau d'affectation et d'exécution des crédits destinés à l'entretien des investissements : Le taux d'affectation des crédits destinés à l'entretien doit être supérieur à **10%** par rapport au budget total d'investissement, avec une exécution supérieure à **60%**.

Ainsi, le projet de budget 2021 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **6 735 434 810 F CFA** contre **9 028 753 704 F CFA** en 2020, soit une baisse en valeur absolue de **2 293 318 894 F CFA** et **25,40 %** en valeur relative.

Dans ces grands équilibres, il se présente ainsi qu'il suit :

<b>SECTION</b>	<b>DEPENSES en f CFA</b>	<b>RECETTES en f CFA</b>	<b>%</b>
FONCTIONNEMENT	4 794 500 000	4 794 500 000	71,15
INVESTISSEMENT	1 940 934 810	1 940 934 810	25,85
<b>TOTAL</b>	<b>6 735 434 810</b>	<b>6 735 434 810</b>	<b>100</b>

## **I- RECETTES**

### **A- Les recettes de fonctionnement**

Les recettes de la section de fonctionnement sont arrêtées dans le projet de budget initial à **4 794 500 000 F CFA** contre **6 431 000 000 FCFA** dans le budget initial 2020, soit une baisse de **1 636 500 000 F CFA** en valeur absolue et **25,45%**, en valeur relative.

. Elles peuvent être regroupées en trois (03) catégories :

- Les recettes fiscales
- Les revenus du patrimoine et des services
- Les dotations et subventions

#### **1. Les recettes fiscales**

Elles s'élèvent à **4 190 000 000 F CFA** contre **6 300 000 000 F CFA** en 2019 soit une baisse de **2 110 000 000 F CFA** en valeur absolue et **33,49%** en valeur relative. Elles représentent **87,39 %** des recettes de fonctionnement.

Les principaux postes de recettes fiscales sont répertoriés dans le tableau qui suit :

<b>Compte</b>	<b>Libellé</b>	<b>Budget primitif 2020 en F CFA</b>	<b>Budget primitif 2021 en F CFA</b>	<b>Ecart</b>
7020	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	500 000 000	679 000 000	179 000 000
721	Foncier bâti	500 000 000	432 000 000	-68 000 000
728.1	Contribution économique sur la valeur locative	3 000 000 000	3 000 000 000	0
728.2	Contribution économique sur la valeur ajoutée	2 300 000 000	79 000 000	-2 221 000 000
<b>Total</b>		<b>6 300 000 000</b>	<b>4 190 000 000</b>	<b>-2 110 000 000</b>

En raison du retard constaté dans la mise à disposition des rôles de l'année 2020, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (**679 000 000 F CFA**) et l'impôt foncier bâti (**432 000 000 F CFA**) ont été arrêtés sur la base des prises en charge issues des rôles d'impôts de l'année 2019.

Dans la perspective d'une mobilisation optimale de ces deux (02) taxes, l'accent sera mis sur l'élargissement de l'assiette avec la reprise des opérations de recensement et sur la mise à disposition à temps des rôles d'imposition.

La commission de la fiscalité locale de la Ville de Pikine devra ainsi poursuivre et accentuer une collaboration étroite avec le Bureau de la fiscalité locale de la Direction Générale des Impôts et domaines (DGID), le Centre fiscal de Pikine et la Perception de Pikine.

Pour la contribution économique locale assise sur la valeur locative, la prévision de l'année en cours de **3 000 000 000 F CFA** a été reconduite. Cette reconduction se justifie par le niveau de performance enregistré annuellement depuis la mise en œuvre de la réforme en 2018. En effet, la contribution économique sur la valeur locative augmente d'année en année.

Toutefois, pour tirer le maximum de ressources sur cette taxe, il s'avère indispensable de lever les obstacles liés à la réception tardive des rôles, à l'omission de gros contribuables de la Ville au profit d'autres collectivités et aux erreurs de codification.

Pour la contribution économique locale sur la valeur ajoutée, il a été jugé plus judicieux de reconduire l'allocation de l'année en cours qui s'élève à hauteur **79 000 000 F CFA**.

Il convient de souligner que cette recette a tendance à diminuer d'année en année à cause du caractère dégressif de l'enveloppe du « guichet stabilisation » et du pourcentage minime (10%) alloué à la Ville dans le cadre du « guichet équité territoriale ».

## **2. Les revenus du patrimoine et des services**

Les revenus du patrimoine de la Ville sont constitués du produit de l'expédition des actes d'état civil, de la location de salles et de terrains de sports et des recettes éventuelles ou imprévues.

Ils sont estimés à **123 000 000 FCFA** contre **131 000 000 FCFA** en 2020. Ils représentent **02,57 %** des recettes de fonctionnement.

## **3. Les dotations et subventions**

Elles sont constituées du fonds de dotation de la décentralisation et de la subvention de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (l'AECID).

Le fonds de dotation de la décentralisation constitue la seule recette de fonctionnement que la ville reçoit de l'Etat à titre de dotation. Cette allocation est destinée à compenser pour partie les charges résultant des compétences transférées par l'Etat à la Ville. Elle est estimée à **396 000 000 FCFA** et représente **08,26%** des recettes de fonctionnement.

La subvention allouée par l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (l'AECID) dans le cadre de la phase III, de l'initiative « Appui à la convention des Maires en Afrique Subsaharienne », s'élève globalement à **226 305 165 F CFA** soit **345 000 euros**.

Elle a pour finalité d'accroître l'accès à l'énergie durable pour les populations et de mettre en œuvre les actions de lutte contre les changements climatiques et ses conséquences à Pikine.

La prévision de **85 500 000 F CFA** inscrite dans le présent budget représente la première tranche de versement de la subvention.

## **B. Les recettes d'investissement**

Les recettes d'investissement sont constituées des allocations du Fonds d'Equipeement des Collectivités Territoriales (FECT), de l'excédent de fonctionnement capitalisé ou autofinancement et du résultat d'investissement reporté.

## Tableau des recettes d'investissement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2020 en F CFA	%/RI
1052	Fonds de concours du FECT	637 000 000	32,82%
115	Excédent de fonctionnement capitalisé	738 496 371	38,05%
123	Résultat d'investissement reporté	565 438 439	29,13%
	<b>Total</b>	<b>1 940 934 810</b>	<b>100%</b>

### 1. Les allocations du fonds d'Équipement des Collectivités Territoriales

Les allocations du Fonds d'Équipement des Collectivités Territoriales (FECT) constituent actuellement une source très importante de recettes pour le budget d'investissement de la Ville. Elles sont constituées d'une allocation globale d'équipement et d'une allocation de performance. Elles sont projetées pour l'année 2021 à la somme de **637 000 000 F CFA**.

Aussi bien pour l'allocation globale d'équipement (**126 000 000 F CFA**) que pour l'Allocation de performance (**511 000 000 F CFA**), il a été retenu de procéder à la reconduction des allocations reçues au titre de l'année en cours.

L'Allocation de performance représente la part la plus importante à recevoir du FECT. Elle est conditionnée par le respect par la Ville des conditions minimales obligatoires (CMO) et l'atteinte des indicateurs de performance (IDP).

### 2. L'excédent de fonctionnement capitalisé

L'excédent de fonctionnement capitalisé ou autofinancement est projeté à **738 496 371 F CFA**. Il fait partie des recettes d'investissement directement générées par la Ville pour assurer la couverture de ses dépenses d'investissement.

Pour l'année 2021, l'objectif de consacrer 15% des recettes de fonctionnement au financement de la section d'investissement a été respecté.



### **3. Le résultat d'investissement reporté**

Le résultat d'investissement reporté concerne essentiellement le reliquat des crédits alloués à la Ville de Pikine dans le cadre du PACASEN au titre de l'année 2020.

Il est estimé à **565 438 439 F CFA** et représente **29,13%** des recettes d'investissement.

## **II- DEPENSES**

### **A. Dépenses de fonctionnement**

Les dépenses de fonctionnement sont estimées à **4 794 500 000 F CFA** dont **4 056 003 629 F CFA** pour les dépenses réelles de fonctionnement et **738 496 371 F CFA** pour les dépenses d'ordre (prélèvement pour dépenses d'investissement ou autofinancement).

#### **1. les dépenses réelles de fonctionnement**

Une très grande rigueur a été observée dans l'évaluation des dépenses de personnel et des autres charges de fonctionnement pour permettre à la Ville de satisfaire les indicateurs de performance du PACASEN.

Les dépenses réelles de fonctionnement enregistrent ainsi une baisse de **455 381 716 F CFA** en valeur absolue et **10,09 %** en valeur relative, par rapport au budget primitif 2020. Elles représentent **70,15 %** des dépenses ordinaires.

##### **a) les dépenses de personnel**

Elles sont projetées à **1 896 427 049 F CFA** contre **2 059 485 345 F CFA** en 2020, soit une baisse de **163 058 296 F CFA** en valeur absolue et une variation relative de **7,92 %**.

Une attention particulière a été accordée à ce poste de dépenses avec pour objectif de maintenir la masse salariale (rémunération des agents et des charges sociales) en dessous de **40%** des dépenses de fonctionnement.

Le ratio de la masse salariale sur les dépenses de fonctionnement est de **33,58 %**, soit en dessous du plafond communautaire fixé à **35 %**.

La masse salariale s'élève à **1 610 177 049 FCFA** contre **1 692 229 345 F CFA** en 2020

**b) –les autres dépenses courantes de fonctionnement**

Elles sont estimées à **2 159 576 580 F CFA** dont **825 926 580 F CFA** pour les achats de biens et services, **1 331 650 000 F CFA** pour les charges diverses et **2 000 000 F CFA** des frais financiers.

<b>Libellé</b>	<b>Budget primitif 2020 en F CFA</b>	<b>Budget primitif 2021 en F CFA</b>	<b>Ecart en F CFA</b>
Achat de biens et services	1 005 500 000	835 926 580	-179 573 420
Charges diverses	1 444 400 000	1 331 650 000	-112 750 000
Frais financiers	2 000 000	2 000 000	-
<b>Total</b>	<b>2 451 900 000</b>	<b>2 159 576 580</b>	<b>-292 323 420</b>

• **les achats de biens et services**

Ils concernent les frais généraux nécessaires au fonctionnement des services de la Ville : Mobiliers de bureau, machines et appareils, fournitures de bureau, imprimés et registres, loyers, honoraires, communications téléphoniques, eau, électricité et carburant.

Ces dépenses ont enregistré une baisse de **179 573 420** soit **17,86 %** par rapport à l'année 2020. Cette réduction s'inscrit dans la stratégie de rationalisation du fonctionnement courant de la ville. Ainsi, il a été jugé nécessaire de ne retenir que les dépenses urgentes, nécessaires et prioritaires.

• **Les charges diverses**

Les charges diverses ou dépenses de transferts correspondent le plus souvent à des dépenses sans contrepartie directe ou résultant des engagements pris par la Ville ou prévus par la réglementation en vigueur. Elles concernent les allocations telles que les secours, les

subventions aux lieux de culte, les subventions aux associations, les bourses et aides scolaires et les contreparties à verser à certains organismes comme l'Agence Régionale de Développement (ARD), l'Association des Maires du Sénégal (AMS), l'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF) et la Délégation à l'Entreprenariat Rapide (DER).

Les dépenses de transferts s'élèvent à **1 331 650 000 F CFA contre 1 444 400 000 F CFA** en 2020, soit une variation en moins de **112 750 000 F CFA** en valeur absolue et **07,81 %** en valeur relative.

- **Les frais financiers**

L'endettement de la ville ne concerne que la dette contractée au titre du Programme de Renforcement et d'Equiperment des Collectivités Locales (PRECOL). Un montant de **2 000 000 F CFA** est prévu pour le paiement des intérêts.

## **2 - Les dépenses d'ordre**

Il s'agit de dépenses qui ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie contrairement aux autres dépenses du budget. Elles font l'objet d'inscriptions budgétaires uniquement pour permettre le transfert de recettes de la section de fonctionnement vers la section d'investissement.

Le prélèvement pour dépenses d'investissement constitue la seule dépense d'ordre inscrite dans le budget. Elle s'élève à **738 496 371 F CFA** et représente **15,40 %** des dépenses de fonctionnement.

L'exécution de cette dépense traduit la capacité de la Ville à financer par ses propres recettes ses opérations d'investissement.

### **B- Les dépenses d'investissement**

L'enveloppe globale consacrée pour les investissements s'élève à **1 940 934 810 F CFA** et représente **28,77 %** du budget 2021.

Pour l'année 2021, l'accent sera principalement mis sur le relèvement du taux d'exécution du budget annuel d'investissement qui est érigé en indicateur de performance dans le cadre du PACASEN.

Ce taux permet de mesurer le niveau de réalisation du programme d'investissement.

Les dépenses d'investissement sont composées des frais et valeurs incorporelles, des dépenses d'équipement et des Prêts et autres créances à long terme.

### **1. Les frais et valeurs incorporelles**

Les frais et valeurs incorporelles concernent la réalisation des études techniques et architecturales, l'élaboration des dossiers d'appel d'offres et le suivi des travaux. Ils représentent **03,49%** des dépenses d'investissement pour un montant de **129 508 400 F CFA**.

### **2. Les dépenses d'équipement**

Les opérations d'investissement retenues pour l'année 2021 s'articulent autour des axes suivants :

- L'achèvement des travaux d'aménagement en pavés de l'avenue Malick SY (**266 948 327 F CFA**) et de la construction de la bibliothèque municipale (**158 675 993 F CFA**).
- La finalisation dans le courant de l'année 2021 de tous les projets inscrits dans le plan annuel d'investissement 2020 et financés par le PACASEN ou sur fonds propres.

Il s'agit de :

- La maison de la femme de Guinaw Rails Nord (**124 059 757 F CFA**);
- La salle polyvalente de l'inspection d'académie de Pikine/Guédiawaye (**64 235 146 F CFA**);
- La construction de salles de classes dans les lycées et collèges (**300 000 000 F CFA**);

- Le siège du conseil départemental de la jeunesse **(100 000 000 F CFA)** ;
  - La construction d'un centre polyvalent à Yeumbeul Sud **(300 000 000 F CFA)** ;
  - L'acquisition d'un terrain et la construction d'une maison communautaire à Djiddah Thiaroye Kao **(250 000 000 F CFA)**
- La poursuite du programme d'entretien et de maintenance du patrimoine avec l'aménagement et la réhabilitation des bâtiments administratifs **(70 000 000 F CFA)**, la réfection des salles de classes et des toilettes des lycées et collèges **(50 000 000 F CFA)** et la réhabilitation de la maternité du centre de santé khadimou Rassoul **(27 143 537 F CFA)**.
  - La poursuite du programme d'acquisition annuelle de tables bancs pour les lycées et collèges **(67 000 000 F CFA)**.

### **3. Les Prêts et autres créances à long terme**

Les prêts et autres créances à long terme concerne la dette due à l'ADM dans le cadre des précédents contrats de ville. Le remboursement du capital prévu pour l'année 2021 s'élève à **28 621 316 F CFA**.

Telle est, Mesdames et Messieurs, l'économie du présent rapport de présentation du projet de budget de l'année 2021.

**Le Maire**

**Abdoulaye THIMBO**

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
VILLE DE PIKINE

# BUDGET 2021

**RECETTES - SECTION DE FONCTIONNEMENT**

<b>NOMENCLATURE</b>		<b>RECETTES VOTEES</b>	<b>RECETTES APPROUVEES</b>
<b>70</b>	<b>PRODUITS DE L'EXPLOITATION</b>		
7020	Taxe sur les ordures ménagères	679 000 000	
7094	Produit de l'expédition des actes d'état civil	10 000 000	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 70</b>	<b>689 000 000</b>	
<b>71</b>	<b>PRODUITS DOMANIAUX</b>		
7105	Location de salle des fêtes	2 000 000	
7107	Location de terrains de sports	10 000 000	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 71</b>	<b>12 000 000</b>	
<b>72</b>	<b>IMPOTS LOCAUX</b>		
721	Foncier bâti	432 000 000	
728.1	Contribution sur la valeur locative	3 000 000 000	
728.2	Contribution sur la valeur ajoutée	79 000 000	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 72</b>	<b>3 511 000 000</b>	
<b>74</b>	<b>PRODUITS DIVERS</b>		
749	Recettes éventuelles ou imprévues	96 932 420	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 74</b>	<b>96 932 420</b>	
<b>75</b>	<b>DOTATION DE FONCTIONNEMENT</b>		
755	Fonds de dotation de la décentralisation	399 067 580	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 75</b>	<b>399 067 580</b>	
<b>76</b>	<b>REMBOURSEMENT, FONDS DE CONCOURS, PARTICIPATIONS</b>		
7601	Remboursement frais d'hospitalisation	1 000 000	
7623	Autres participations	85 500 000	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 76</b>	<b>86 500 000</b>	
	<b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 794 500 000</b>	

# I - RECETTES



**RECETTES - SECTION D'INVESTISSEMENT**

<b>NOMENCLATURE</b>		<b>RECETTES VOTEES</b>	<b>RECETTES APPROUVEES</b>
<b>10</b>	<b>DOTATION</b>		
<b>105</b>	<b>FONDS DE CONCOURS</b>		
1052	Fonds de concours du FECT	637 000 000	
1059	Autres fonds de concours	-	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 10</b>	<b>637 000 000</b>	
<b>11</b>	<b>RESERVES</b>		
115	Excedents de fonctionnement capitalisés	738 496 371	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 11</b>	<b>738 496 371</b>	
<b>12</b>	<b>REPORT A NOUVEAU</b>		
121	Report a nouveau		
122	Résultat d'investissement de l'année		
123	Résultat d'investissement reporté	565 438 439	
	<b>TOTAL DU CHAPITRE 12</b>	<b>565 438 439</b>	
	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 940 934 810</b>	

## RECAPITULATION GENERALE DES RECETTES

NOMENCLATURE		RECETTES VOTEES	RECETTES APPROUVEES
	<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		
10	DOTATION	637 000 000	
11	RESERVES	738 496 371	
12	REPORT A NOUVEAU	565 438 439	
	<b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 940 934 810</b>	
	<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		
70	PRODUITS DE L'EXPLOITATION	689 000 000	
71	PRODUITS DOMANIAUX	12 000 000	
72	IMPOTS LOCAUX	3 511 000 000	
74	PRODUITS DIVERS	100 000 000	
75	DOTATION DE FONCTIONNEMENT	396 000 000	
76	REMBOURSEMENTS, FONDS DE CONCOURS, PARTICIPATIONS	86 500 000	
	<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 794 500 000</b>	
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>6 735 434 810</b>	

## **II - DEPENDS**

# **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
	<b>SCE 110-DETTES-REDEVANCES-ASSURANCES</b>				
	<b>S/sce 110 - 4 ASSURANCES</b>				
6402	Assurances véhicules	-	-	-	-
	<b>TOTAL S/sce 110 - 4</b>	-	-	-	-

	<b>S/sce 110 - 5 INTERETS ET AUTRES CHARGES FINANCIERES</b>				
673	Frais financiers divers	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000
	<b>TOTAL S/sce 110 - 5</b>	<b>2 000 000</b>	-	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
	<b>TOTAL DU SERVICE 110</b>	<b>2 000 000</b>	-	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>

	<b>SCE 210 CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS</b>				
6460	Participation au fonctionnement du service de lutte contre l'incendie	5 000 000		5 000 000	5 000 000
6469	Participations diverses	290 000 000	-	165 500 000	165 500 000
	<b>TOTAL SERVICE 210</b>	<b>295 000 000</b>	-	<b>170 500 000</b>	<b>170 500 000</b>

	<b>SCE 313 - CABINET DU MAIRE</b>				
6130	Carburant	25 000 000		25 000 000	25 000 000
622	Frais de mission	40 000 000		25 000 000	25 000 000
64521	Subvention pour entretien lieux officiels de culte	20 000 000		15 000 000	15 000 000
64640	Cotisation à l'association des maires	3 000 000		3 000 000	3 000 000
6470	Indemnités représentation du Maire	20 400 000		20 400 000	20 400 000
6471	Indemnités de représentation des adjoints au Maire	9 000 000		9 750 000	9 750 000
6490	Dépenses diverses	200 000 000		200 000 000	200 000 000
65307	Indemnités des délégués de quartier	240 000 000		195 000 000	195 000 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 313</b>	<b>557 400 000</b>	-	<b>493 150 000</b>	<b>493 150 000</b>

NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
	<b>SCE 321 - SECRETARIAT ET BUREAUX</b>				
616	Fournitures de bureau	20 000 000		10 000 000	10 000 000
63132	Entretien de machines et matériel de bureau	2 500 000		-	-
6320	Honoraires	5 000 000		5 000 000	5 000 000
6321	Frais d'actes de contentieux, d'expertise et de justice	10 000 000		10 000 000	10 000 000
63310	Imprimés et registres	5 000 000	4 862 780	3 000 000	7 862 780
63311	Frais d'insertion dans les journaux	40 000 000		14 000 000	14 000 000
63321	Communications téléphoniques	20 000 000		15 000 000	15 000 000
633700	Acquisition de mobiliers de bureaux	15 000 000		15 000 000	15 000 000
633701	Acquisition de machines et appareils de bureau	10 000 000		15 000 000	15 000 000
633704	Acquisition et installation des appareils de ventilation et de climatisation	10 000 000		5 000 000	5 000 000
650	Personnel soumis au régime de rémunération des fonctionnaires	7 000 000		7 500 000	7 500 000
6510	Personnel permanent	755 384 453		707 457 049	707 457 049
65300	Indemnités de sujétion	35 000 000		3 000 000	3 000 000
65301	Indemnités pour travaux supplémentaires	25 000 000		25 000 000	25 000 000
65302	Indemnités de logement	31 006 000		3 000 000	3 000 000
6540	IPRES	110 000 000		100 000 000	100 000 000
6541	Cotisations aux prestations familiales	18 500 000		18 500 000	18 500 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 321</b>	<b>1 119 390 453</b>	<b>4 862 780</b>	<b>956 457 049</b>	<b>961 319 829</b>

	<b>SCE 331 - RECETTE MUNICIPALE</b>				
6130	Carburant	15 000 000		15 000 000	15 000 000
65303	Indemnités de gestion du receveur	420 000		420 000	420 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 331</b>	<b>15 420 000</b>	<b>-</b>	<b>15 420 000</b>	<b>15 420 000</b>

NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
	<b>SCE 341 - SERVICE DE PERCEPTION MUNICIPALE</b>				
615	Produits d'entretien	5 000 000		3 000 000	3 000 000
616	Fournitures de bureau	10 000 000		5 000 000	5 000 000
63310	Imprimés et registres	3 000 000	1 427 800	2 000 000	3 427 800
633709	Matériels de balayage	3 000 000		1 500 000	1 500 000
6510	Personnel permanent	55 000 000		55 000 000	55 000 000
65301	Indemnités pour travaux supplémentaires	1 750 000		1 750 000	1 750 000
6540	IPRES	7 500 000		7 500 000	7 500 000
6541	Cotisations aux prestations familiales	1 700 000		1 500 000	1 500 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 341</b>	<b>86 950 000</b>	<b>1 427 800</b>	<b>77 250 000</b>	<b>78 677 800</b>

	<b>SCE 361 - PROPRIETES COMMUNALES</b>				
6300	Location de logement	-			-
6302	Location d'immeubles	10 000 000		6 136 000	6 136 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 361</b>	<b>10 000 000</b>	<b>-</b>	<b>6 136 000</b>	<b>6 136 000</b>

	<b>SCE 371 - PROT. POP./ ACC. &amp; FLEAU CALAM</b>				
612	Habillement	2 500 000		2 000 000	2 000 000
633720	Acquisition de matériels de sécurité	2 500 000		2 000 000	2 000 000
6510	Personnel permanent	38 754 960		25 000 000	25 000 000
65301	Indemnités pour travaux supplémentaires	3 000 000		3 000 000	3 000 000
6540	IPRES	4 000 000		3 500 000	3 500 000
6541	Cotisations aux prestations familiales	1 000 000		700 000	700 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 371</b>	<b>51 754 960</b>	<b>-</b>	<b>36 200 000</b>	<b>36 200 000</b>

	<b>SCE 381 - VOIRIE, SQUARES ET JARDINS</b>				
63100	Entretien des parcs, squares et jardins	-		-	-
633714	Matériels de signalisation	10 000 000			-
	<b>TOTAL DU SERVICE 381</b>	<b>10 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
	<b>SCE 391 - NETTOIEMENT</b>				
615	Produits d'entretien	15 000 000		10 000 000	10 000 000
633709	Matériels de balayage	5 000 000		5 000 000	5 000 000
6510	Personnel permanent	30 800 000		25 000 000	25 000 000
65301	Indemnités pour travaux supplémentaires	1 000 000		1 000 000	1 000 000
65110	Personnel temporaire travaux de nettoyage ou d'assainissement	12 612 320		20 000 000	20 000 000
6540	Ipres	3 800 000		3 500 000	3 500 000
6541	Cotisations aux prestations familiales	1 500 000		800 000	800 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 391</b>	<b>69 712 320</b>	<b>-</b>	<b>65 300 000</b>	<b>65 300 000</b>

	<b>SCE 401 - ATELIERS ET GARAGES</b>				
612	Habillement	3 000 000		-	-
6130	Carburant	90 000 000		90 000 000	90 000 000
6304	Location matériels de terrassement	80 000 000		80 000 000	80 000 000
6311	Entretien et réparation des bâtiments communaux	50 000 000		30 000 000	30 000 000
63141	Réparation des voitures particulières	25 000 000		5 000 000	5 000 000
633715	Pièces détachées ou matériels de rechange	6 000 000		6 000 000	6 000 000
6510	Personnel permanent	203 684 587		209 000 000	209 000 000
65301	Indemnités pour travaux supplémentaires	12 000 000		12 000 000	12 000 000
65315	Prime de prudence des chauffeurs	2 500 000		2 000 000	2 000 000
6540	IPRES	28 000 000		28 000 000	28 000 000
6541	Cotisations aux prestations familiales	6 800 000		6 800 000	6 800 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 401</b>	<b>506 984 587</b>	<b>-</b>	<b>468 800 000</b>	<b>468 800 000</b>

	<b>SCE 411 - SERVICE DES EAUX</b>				
6181	Consom.d'eau dans les bâtim. et lieux publics	25 000 000		25 000 000	25 000 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 411</b>	<b>25 000 000</b>	<b>-</b>	<b>25 000 000</b>	<b>25 000 000</b>



NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
<b>SCE 412 - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT</b>					
6303	Location de véhicules	50 000 000		60 000 000	60 000 000
63125	Entretien des caniveaux et canaux	20 000 000		20 000 000	20 000 000
<b>TOTAL DU SERVICE 412</b>		<b>70 000 000</b>	<b>-</b>	<b>80 000 000</b>	<b>80 000 000</b>
<b>SCE 421 - ECLAIRAGE PUBLIC</b>					
6183	Eclairage des bâtim. et lieux publics	50 000 000		50 000 000	50 000 000
63126	Entretien réseau éclairage public	75 000 000		75 000 000	75 000 000
<b>TOTAL DU SERVICE 421</b>		<b>125 000 000</b>	<b>-</b>	<b>125 000 000</b>	<b>125 000 000</b>
<b>SCE 431 - INTERVENTION EN MATIERE ECONOMIQUE</b>					
6491	Dépenses éventuelles ou imprévues	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
<b>TOTAL DU SERVICE 431</b>		<b>100 000 000</b>	<b>-</b>	<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>
<b>SCE 441 - EDUCA. - JEUN. -CULT. &amp; SPORTS</b>					
616	Fournitures de bureau	10 000 000		-	-
63312	Impression et reluire	90 000 000		90 000 000	90 000 000
633701	Acquisition de machines et appareils de bureau	10 000 000		-	-
64551	Coupes récompenses et prix	60 000 000		60 000 000	60 000 000
64552	Bourses et allocations scolaires	150 000 000		250 000 000	250 000 000
6465	Participation à l'organisation de la semaine nationale de la jeunesse	3 000 000		3 000 000	3 000 000
6469	Participations diverses	164 000 000		120 000 000	120 000 000
6510	Personnel permanent	242 500 000		250 000 000	250 000 000
65301	Indemnités pour travaux supplémentaires	10 000 000		12 000 000	12 000 000
6540	IPRES	30 000 000		30 000 000	30 000 000
6541	Cotisations aux prestations familiales	10 000 000		7 000 000	7 000 000
<b>TOTAL DU SERVICE 441</b>		<b>779 500 000</b>	<b>-</b>	<b>822 000 000</b>	<b>822 000 000</b>

NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
	<b>SCE 451 - SANTE-HYGIENES-ACTIONS SOCIALES</b>				
6192	Produit de désinfection	15 000 000		10 000 000	10 000 000
633705	Acquisition de matériels et appareils médicaux	10 000 000			-
64510	Secours aux indigents	200 000 000		250 000 000	250 000 000
6469	Participations diverses	85 000 000		50 000 000	50 000 000
6510	Personnel permanent	76 573 025		85 000 000	85 000 000
65301	Indemnités pour travaux supplémentaires	4 000 000		4 000 000	4 000 000
6540	IPRES	10 000 000		12 500 000	12 500 000
6541	Cotisations aux prestations familiales	1 700 000		3 000 000	3 000 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 451</b>	<b>402 273 025</b>	<b>-</b>	<b>414 500 000</b>	<b>414 500 000</b>

	<b>SCE 508 - FETES ET CEREMONIES PUBLIQUES</b>				
6334	Frais d'hôtel et de restaurant	40 000 000		30 000 000	30 000 000
63380	Fêtes officielles	35 000 000		30 000 000	30 000 000
63381	Réceptions publiques	-		-	-
	<b>TOTAL DU SERVICE 508</b>	<b>75 000 000</b>	<b>-</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>

	<b>SCE 509 - DEPENSES DIVERSES</b>				
629	Autres frais de transport	38 000 000		25 000 000	25 000 000
6490	Dépenses diverses	65 000 000		30 000 000	30 000 000
6499	Autres dépenses	70 000 000		50 000 000	50 000 000
65303	Indemnités de responsabilité et de gestion	2 000 000		2 000 000	2 000 000
6547	Capital-décès et secours après décès	5 000 000		5 000 000	5 000 000
655	Frais de formation professionnelle et de recyclage	5 000 000		5 000 000	5 000 000
656	Frais médicaux du personnel communal	20 000 000		10 000 000	10 000 000
657	Frais d'hospitalisation	5 000 000		5 000 000	5 000 000
	<b>TOTAL DU SERVICE 509</b>	<b>210 000 000</b>	<b>-</b>	<b>132 000 000</b>	<b>132 000 000</b>

NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
	<b>SCE 600 - OPERATIONS FINANCIERES</b>				
681	Prélèvement pour dépenses d'investissement	1 919 614 655		738 496 371	738 496 371
	<b>TOTAL DU SERVICE 600</b>	<b>1 919 614 655</b>	-	<b>738 496 371</b>	<b>738 496 371</b>
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 431 000 000</b>	<b>6 290 580</b>	<b>4 788 209 420</b>	<b>4 794 500 000</b>

## RECAPITULATION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

NOMENCLATURE		Prévision de l'année précédente	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
110	DETTES-REDEVANCES-ASSURANCES	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000
210	CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS	295 000 000	-	170 500 000	170 500 000
313	CABINET DU MAIRE	557 400 000	-	493 150 000	493 150 000
321	SECRETARIAT ET BUREAUX	1 119 390 453	4 862 780	956 457 049	961 319 829
331	RECETTE MUNICIPALE	15 420 000	-	15 420 000	15 420 000
341	SERVICE DE PERCEPTION MUNICIPALE	86 950 000	1 427 800	77 250 000	78 677 800
361	PROPRIETES COMMUNALES	10 000 000	-	6 136 000	6 136 000
371	PROTECTION DES POPULATIONS CONTRE LES ACCIDENTS ET FLEAUX	51 754 960	-	36 200 000	36 200 000
381	VOIRIE, SQUARES ET JARDINS	10 000 000	-	-	-
391	NETTOIEMENT	69 712 320	-	65 300 000	65 300 000
401	ATELIERS ET GARAGES	506 984 587	-	468 800 000	468 800 000
411	SERVICES DES EAUX	25 000 000	-	25 000 000	25 000 000
412	SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT	70 000 000	-	80 000 000	80 000 000
421	ECLAIRAGE PUBLIC	125 000 000	-	125 000 000	125 000 000
431	INTERVENTION EN MATIERE ECONOMIQUE	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
441	EDUCATION-JEUNESSE-CULTURE ET SPORTS	779 500 000	-	822 000 000	822 000 000
451	SANTE- HYGIENE ET ACTIONS SOCIALES	402 273 025	-	414 500 000	414 500 000
508	FETES ET CEREMONIES PUBLIQUES	75 000 000	-	60 000 000	60 000 000
509	DEPENSES DIVERSES	210 000 000	-	132 000 000	132 000 000
600	PRELEVEMENT POUR DEPENSES D'INVESTISSEM	1 919 614 655	-	738 496 371	738 496 371
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 431 000 000</b>	<b>6 290 580</b>	<b>4 788 209 420</b>	<b>4 794 500 000</b>

# **SECTION D'INVESTISSEMENT**

NOMENCLATURE		Reports de crédits	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
<b>SERVICE 701 - EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS</b>					
	<b>Sce 701/ 1 - Hôtel de Ville, Mairies et Annexes</b>				
22001	Aménagement Mairies et Annexes			50 000 000	50 000 000
22002	Grosses réparations Mairies et annexes			20 000 000	20 000 000
	<b>TOTAL S/sce 701-1</b>	-	-	<b>70 000 000</b>	<b>70 000 000</b>
	<b>TOTAL DU SERVICE 701</b>	-	-	<b>70 000 000</b>	<b>70 000 000</b>

<b>SERVIVE 702 - VOIRIE</b>					
	<b>Sce 702/ 1 B - Voirie publique</b>				
221011	Aménagement de trottoirs		266 948 327	-	266 948 327
	<b>TOTAL S/SERVICE 702/1B</b>	-	<b>266 948 327</b>	-	<b>266 948 327</b>
	<b>TOTAL SERVICE 702</b>	-	<b>266 948 327</b>	-	<b>266 948 327</b>

NOMENCLATURE		Reports de crédits	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total

<b>SERVICE 705 - SANTE, HYGIENE ET ACTIONS SOCIALES</b>					
	<b>S/Sce 705-1A - Equipements sanitaires</b>				
220700	Equipements sanitaires	-		3 543 177	3 543 177
220707	Grosses réparations aux équipements sanitaires	-		27 143 536	27 143 536
	<b>TOTAL S/SERVICE 705/1A</b>	-	-	<b>30 686 713</b>	<b>30 686 713</b>
	<b>TOTAL SERVICE 705</b>	-	-	<b>30 686 713</b>	<b>30 686 713</b>

<b>SERVICE 706 - EDUCATION, JEUNESSE, SPORTS ET CULTURE</b>					
<b>Sce 706/1 - Equipements scolaires</b>					
220801	Construction de salles de classes			300 000 000	300 000 000
220804	Aménagement et modernisation des équip. Scolaires			64 235 146	64 235 146
220805	Grosses réparations aux équipements scolaires	-	-	50 000 000	50 000 000
2238	Mobiliers et matériels scolaires			67 000 000	67 000 000
	<b>TOTAL S/SERVICE 706/1</b>	-	-	<b>481 235 146</b>	<b>481 235 146</b>
<b>Sce 706/ 2 - Equipements culturels</b>					
210	Terrain de construction			50 000 000	50 000 000
220810	Equipements sociaux-culturels		90 225 278	533 834 479	624 059 757
220812	Construction de maison de jeune et de la culture			100 000 000	100 000 000
220814	Construction d'une bobliothèque municipale	-	146 675 993	12 000 000	158 675 993
	<b>TOTAL S/SERVICE 706/2</b>	-	<b>236 901 271</b>	<b>695 834 479</b>	<b>932 735 750</b>
<b>Sce 706/ 3 - Equipements sportifs</b>					
220830	Equipements sportifs	-			-
220843	Grosses réparations aux équipements sportifs	-		1 199 158	1 199 158
	<b>TOTAL S/SERVICE 706/3</b>	-	-	<b>1 199 158</b>	<b>1 199 158</b>
	<b>TOTAL SERVICE 706</b>		<b>236 901 271</b>	<b>1 178 268 783</b>	<b>1 415 170 054</b>
<b>Sce 721 - Etudes générales</b>					
2024	Etudes à objectifs multiples		79 508 400	50 000 000	129 508 400
	<b>TOTAL SERVICE 721</b>	-	<b>79 508 400</b>	<b>50 000 000</b>	<b>129 508 400</b>
<b>Sce 731 - OPERATIONS FINANCIERES</b>					
250	Prêts			28 621 316	28 621 316
	<b>TOTAL SERVICE 731</b>	-	-	<b>28 621 316</b>	<b>28 621 316</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	-	<b>503 849 598</b>	<b>1 357 576 812</b>	<b>1 940 934 810</b>

## RECAPITULATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

NOMENCLATURE		Reports de crédits	Crédits votés par le conseil municipal		
			Dépenses engagées non mandatées	Crédits de l'année	Total
701	EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS	-	-	70 000 000	70 000 000
702	VOIRIE	-	266 948 327	-	266 948 327
705	SANTE - HYGIENE ET ACTIONS SOCIALES	-	-	30 686 713	30 686 713
706	EDUCATION - JEUNESSE ET SPORTS	-	236 901 271	1 178 268 783	1 415 170 054
721	ETUDES GENERALES	-	79 508 400	50 000 000	129 508 400
731	OPERATIONS FINANCIERES	-	-	28 621 316	28 621 316
	<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	-	<b>583 357 998</b>	<b>1 357 576 812</b>	<b>1 940 934 810</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	-	<b>589 648 578</b>	<b>6 145 786 232</b>	<b>6 735 434 810</b>



**BALANCE GENERALE**

	<b>CREDITS VOTES</b>	<b>CREDITS AUTORISES</b>
<b>Section de fonctionnement</b>		
Dépenses	4 794 500 000 F CFA	
Recettes	4 794 500 000 F CFA	
<b>Section d'investissement</b>		
Dépenses	1 940 934 810 F CFA	
Recettes	1 940 934 810 F CFA	

**Adopté en séance du conseil municipal du 27 décembre 2020 le budget de la ville de Pikine pour l'exercice 2021**

En recettes à la somme de **six milliards sept cent trente cinq millions quatre cent trente quatre mille huit cent dix francs CFA (6 735 434 810 F CFA)** dont quatre milliards sept cent quatre vingt quatorze millions cinq cent mille francs CFA (4 794 500 000 F CFA) en section de fonctionnement et un milliard neuf cent quarante millions neuf cent trente quatre mille huit cent dix francs CFA (1 940 934 810 F CFA) en section d'investissement.

En dépenses à la somme de **six milliards sept cent trente cinq millions quatre cent trente quatre mille huit cent dix francs CFA (6 735 434 810 F CFA)** dont quatre milliards sept cent quatre vingt quatorze millions cinq cent mille francs CFA (4 794 500 000 F CFA) en section de fonctionnement et un milliard neuf cent quarante millions neuf cent trente quatre mille huit cent dix francs CFA (1 940 934 810 F CFA) en section d'investissement.

**LE MAIRE**

**Abdoulaye THIMBO**

**Arrêté le budget de la ville de Pikine pour l'exercice 2021**

- c) En recettes à la somme de.....
- ..... en section de fonctionnement
  - ..... en section d'investissement
- d) En dépenses à la somme de .....
- ..... dont
  - ..... en section de fonctionnement
  - ..... en section d'investissement



**LE PREFET**

**Moustapha NDIAYE**

.....  
DEPARTEMENT DE PIKINE

-----  
PREFECTURE

**ANALYSE : arrêté portant approbation du budget année 2021 de la  
Ville de Pikine**

**LE PREFET DU DEPARTEMENT DE PIKINE**

**Vu la Constitution ;**

**Vu la loi 72-02 du 1<sup>er</sup> février 1972**, portant organisation de l'Administration territoriale, modifiée

**Vu la loi 2013-10 du 28 décembre 2013** portant Code général des Collectivités territoriales

**Vu le décret n° 66-510 du 04 Juillet 1966** portant régime financier des Collectivités locales ;

**Vu le décret n° 2018 - 1231 du 4 juillet 2018** portant nomination du Préfet du département de Pikine ;

**Vu le procès-verbal** de la réunion du conseil de ville de Pikine en sa séance du 27 Décembre 2020 relative à l'examen et l'adoption du Budget ;

**Vu la délibération n°009** du 27 Décembre 2020 de la Ville de Pikine portant adoption du budget gestion 2021 ;

**ARRETE :**

**Article Unique** : Est approuvé le budget de la Ville de Pikine pour l'exercice 2021, adopté en recettes et en dépenses à la somme de **six milliards sept cent trente-cinq millions quatre cent trente-quatre mille huit cent dix** francs CFA (**6.735.434.810 F**) dont :

-Quatre milliards sept cent quatre-vingt-quatorze millions cinq cent mille francs CFA (**4.794.500.000 F**) en fonctionnement et


-Un milliard neuf cent quarante millions neuf cent trente-quatre huit cent dix francs CFA (**1.940.934.810 F**) en investissement.

Chaque feuillet du document budgétaire est paraphé et cacheté.

**AMPLIATIONS :**

- MINT;
- MCTDAT;
- GRD ;
- Maire Ville Pikine ;
- RPM
- Chrono/ Archive.

Fait à Pikine, le 11 Janvier 2021

  
**Moustapha NDIAYE**